

## Investissement chinois au Port de Zeebrugge : renforcement de la synergie sino-belge

PAR FU JING, À BRUXELLES

**E**n 2010, le constructeur automobile chinois, Geely, a fait l'acquisition de Volvo et les activités de l'entreprise automobile suédoise en Belgique (Gand) ont connu un nouveau souffle, préservant dans la foulée l'emploi de quelque 5 000 travailleurs belges. Par la suite, la complémentarité des activités de Volvo en Chine et en Belgique s'est renforcée, par l'envoi des voitures produites en Chine sur le marché européen et l'envoi des voitures produites à Gand sur le marché chinois afin de satisfaire aux diverses demandes des acheteurs. Cette belle histoire a provoqué une réaction en chaîne entre la Chine et la Belgique, la Belgique tirant parti de sa position de porte d'entrée vers l'Europe et découvrant des synergies avec l'initiative chinoise « One Belt, One Road » (littéralement, une ceinture, une route).

Le terminal de Zeebrugge, à quelque soixante kilomètres de l'usine Volvo de Gand, fait partie des pionniers qui ont emboîté le pas à Geely et à Volvo pour rapprocher la Chine et la Belgique.

Depuis le mois de juillet dernier, la Volvo S90L, le modèle porte-étendard de Volvo fabriqué dans l'usine de Daqing au nord-est de la Chine, dans la province du Heilongjiang Province, est envoyée à Zeebrugge par milliers. De là, les voitures sont ensuite acheminées par le rail vers les divers marchés européens.

Sur le chemin du retour, ces trains transportent des Volvo XC60 et V40, dans le cadre des exportations belges vers la Chine. Les atouts de

Zeebrugge, qui combine port maritime, rail et route, sont ainsi pleinement exploités. Et les autorités de Zeebrugge nourrissent encore de plus grandes ambitions en s'attachant en permanence à renforcer leurs liens avec l'armateur chinois COSCO Shipping.

Le 22 janvier, COSCO Shipping a signé avec le Port de Zeebrugge les modalités de concession du CSP Zeebrugge Terminal. COSCO Shipping détient 90 pour cent du terminal alors que CMA, un armateur français en détient 10 pour cent.

Vincent De Saedeleer, vice-président du Port de Zeebrugge, a déclaré que « l'intérêt de cet accord réside dans le fait que Zeebrugge a conforté son aspiration à contribuer à l'initiative « One Belt, One Road » lors de sa première rencontre avec la direction de COSCO ».

« Et COSCO avait une idée très précise de ce qu'elle voulait faire, une position qu'elle a maintenue tout au long des négociations. Chapeau bas », poursuit V. De Saedeleer, lors d'une entrevue accordée dans les bâtiments des autorités portuaires. Il rappelle que la première rencontre avec COSCO s'est tenue, il y a deux ans, à Xiamen, dans la province de Fujian dans l'est de la Chine. COSCO entendait faire de Zeebrugge la principale plate-forme nord-européenne.

Ainsi, selon V. De Saedeleer, l'entreprise maritime chinoise, qui dispose d'une vaste flotte de navires, pourrait mettre en place un nouveau centre à partir duquel elle pourrait organiser tous ses trajets à partir de tous les continents.

V. De Saedeleer a été fortement im-



L'AMBASSADEUR DE CHINE EN BELGIQUE, QU XING (AU CENTRE, DEUXIÈME RANG) ET LE VICE-PRÉSIDENT DU PORT DE ZEEBRUGGE VINCENT DE SAEDELEER (À GAUCHE, DEUXIÈME RANG) ASSISTENT À LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURE DE L'ACCORD DE CONCESSION DE ZEEBRUGGE LE 22 JANVIER 2018. © CHINA DAILY/LE SOIR

pressionné par cette perspective. « Nous venons d'un environnement où tout le monde pense au prochain trimestre, mais pas plus loin ! », précise V. De Saedeleer. « Mais lors de nos entretiens à Xiamen, nous avons reçu une véritable bouffée d'oxygène : il était désormais possible d'avoir une vision à deux ans, voire au-delà. »

Outre les principaux ports tels qu'Anvers, Rotterdam et Hambourg, le port de V. De Saedeleer s'est employé à consolider sa position en Europe moyennant une étroite collaboration avec d'autres partenaires.

« Nous cherchions une stratégie à long terme et seule la Chine a souhaité parler d'une telle stratégie. C'est pourquoi cette synergie est devenue si intense », explique V. De Saedeleer. Ainsi, ce projet ne bénéficierait plus uniquement à COSCO, mais également aux liens entre la Chine et l'Europe.

Selon V. De Saedeleer, le CSP Zeebrugge Terminal couvre 80 hectares et peut accueillir des navires de très grande taille. En effet, il s'agit du principal port pour le transport des voitures alors que de nombreuses

denrées alimentaires y transitent également. Ce terminal peut offrir quelque cinq à six cents emplois directs et indirects.

« Nous visons à devenir un port important pour les porte-conteneurs de haute mer », confie V. De Saedeleer, en se référant à la capacité portuaire totale proche aujourd'hui de 1,7 à 2 millions d'EVP par an. Selon lui, COSCO Shipping prépare son plan quinquennal, sans oublier les investissements supplémentaires nécessaires pour le terminal et son expansion.

La concession vient juste d'être signée et le premier conseil d'administration se tiendra en mars ou en avril. Les dispositions légales seront passées en revue et le plan quinquennal sera peaufiné. « Un vent de fraîcheur souffle sur notre terminal et nous sommes prêts à commencer », commente V. De Saedeleer.

Selon lui, les Belges sont « extrêmement satisfaits » de cet accord, même si parfois, en Europe, des voix s'élèvent contre les investissements chinois à l'étranger.

« La communauté portuaire est extrêmement satisfaite et motivée, et bien informée des possibilités et des opportunités que la Chine peut leur offrir », poursuit V. De Saedeleer. « C'est pourquoi la Chine est accueillie bras ouverts ! »

Cet accord, qui porte sur un montant total de 62 millions d'euros, a été signé à Pékin, par Charles Michel, Premier ministre belge, et Li Keqiang, Premier ministre chinois, en octobre 2016. « Parallèlement à cet investissement, COSCO vise à faire du Pirée sa plaque tournante en Méditerranée. COSCO cherchait une plate-forme européenne et le port de Zeebrugge satisfait pleinement à ses besoins », déclare V. De Saedeleer. De Saedeleer fait fi des préoccupations

des autres grands ports, qui pensent que l'investissement chinois pourrait leur faire perdre leurs parts en matière de livraison de marchandises.

« Personnellement, je crois en cette stratégie à long terme et je l'admire », souligne V. De Saedeleer. « L'attitude ou l'approche de COSCO ne consiste nullement à diminuer le trafic d'autres ports. Les besoins futurs sont tels que le port de Zeebrugge lui permettra d'accueillir les projets et les concepts futurs et non de s'approprier ceux des autres ports. »

Et selon V. De Saedeleer, COSCO Shipping a « suffisamment de potentiel, de confiance et d'ambition » pour organiser cette plate-forme sans empiéter sur le trafic d'importation quel autre port.

En janvier, lors de la cérémonie de signature, Kris Peeters, le Vice-premier ministre, a également déclaré que la décision de COSCO Shipping prouve une fois de plus que la Belgique, avec son économie ouverte et sa position centrale en Europe, est l'endroit idéal pour les investissements logistiques. Il ajoute même que durant les neuf premiers mois de l'année 2017, les exportations de la Chine ont augmenté de 20 pour cent, atteignant 6 milliards d'euros.

« La Chine devient un partenaire commercial de plus en plus important, comme en témoigne d'ailleurs l'ouverture, l'année dernière, d'une liaison ferroviaire directe entre le port et la ville de Daqing en Chine », poursuit Kris Peeters. « La présence continue de COSCO Shipping à Zeebrugge contribue à renforcer le commerce belgo-chinois et la position internationale du port de Zeebrugge. »

L'auteur est le chef adjoint du bureau européen de China Daily et Wu Nian a contribué à l'article.

### CHINE : LE CHANGEMENT SE POURSUIT. PROFITONS-EN !

Il y a 40 ans cette année, la Chine, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, décidait de s'ouvrir au monde extérieur et de se moderniser après 10 ans d'une révolution culturelle qui l'avait mise en chaos.

Depuis lors, le pays a connu une croissance spectaculaire. Durant près de 35 ans, l'accent fut mis sur les exportations conduisant l'Empire du Milieu à devenir l'une des premières économies au monde et une puissance politique majeure.

Il y a cinq ans, une nouvelle équipe dirigée par Xi Jin Ping est arrivée au sommet de l'État. Désormais, l'accent n'est plus mis sur une croissance à tout prix mais sur une croissance qualitative avec la priorité donnée à l'amélioration des conditions de vie de la population et le développement de la consommation intérieure.

La Chine promeut les énergies vertes et joue un rôle majeur dans l'élaboration d'une politique planétaire contre le réchauffement climatique. Son rôle dans l'élaboration et l'entérinement d'une résolution à l'issue de la conférence de Paris sur le climat (COP 21) l'illustre. Énergie solaire, véhicules électriques, la Chine poursuit son chemin. Le pays est en pointe en matière de recherche sur l'intelligence artificielle, la robotique, le numérique notamment. Des sociétés chinoises comme Huawei, Alibaba, Tencent sont maintenant connues aux quatre coins de la planète. De nombreuses grandes ou moyennes entreprises investissent à l'étranger et notamment en Belgique.

Cela veut-il dire que l'Europe et notre pays en particulier seraient en voie de sous-développement et de colonisation économique ? Certainement pas. Nos entreprises sont dynamiques, nos universités sont parmi les meilleurs en Europe et leurs centres de recherche innovants. Non nombre de nos concitoyens sont trilingues, voire quadrilingues. Nous avons une expertise unique en matière de soins de santé, de sécurité sociale, d'industrie des services.

Ne voyons pas la Chine comme un prédateur qui va nous vampiriser et

nous laisser exsangues. Nous pouvons être un partenaire de choix dans une économie mondialisée et interconnectée. Mais cela ne se limite pas au commerce numérique. Voyez Volvo : ce producteur suédois de véhicules automobiles a été racheté il y a quelques années par un fabricant chinois, Geely. Beaucoup craignaient alors que le site de production de Gand fermerait à terme pour laisser place à des véhicules « made in China ». Il n'en est heureusement rien. Non seulement, Gand continue à produire mais la production y a augmenté et les travailleurs y sont plus nombreux. Les ports d'Anvers et Zeebruges ont vu leurs revenus croître grâce à l'augmentation du trafic maritime avec la Chine. L'aéroport de Liège est devenu une porte d'entrée privilégiée pour bon nombre de touristes chinois. La plupart de nos universités ont noué des liens avec des universités chinoises en matière de recherche ainsi que d'échanges d'étudiants et de chercheurs

Au moment où Donald Trump engage les États-Unis sur une voie isolationniste, la Chine rappelle qu'elle reste plus que jamais ouverte sur le monde comme l'a rappelé son président lors du 19ème congrès du parti communiste au mois d'octobre dernier. Les Européens ont tout à y gagner. Lors de sa visite en Chine quelques jours, le président français, Emmanuel Macron, rappelait qu'il est important de construire une relation de confiance entre la Chine et l'Europe.

Il rappelle qu'en chinois le mot sagesse est synonyme d'écouter. Écoutons-nous mutuellement, apprenons à mieux nous connaître. Nous y gagnerons tous. Selon le calendrier chinois, nous entrons dans l'année du chien. Cet animal est traditionnellement associé aux qualités de loyauté, de confiance et de générosité. Souhaitons qu'elles nous inspirent tous et nous pousse à rester ouverts les uns aux autres.

Bernard Dewit, Président de la Chambre de Commerce belgo-chinoise et avocat au Barreau de Bruxelles

Y, L'AUTEUR ASSUME L'ENTIERE RESPONSABILITE DE SON ARTICLE.

## D'après l'ambassadeur de Chine : « Le Congrès du Parti est suivi de près en Belgique »

PAR FU JING, À BRUXELLES

Les médias, les hommes politiques, les élites universitaires et du monde des affaires belges accordent tous une grande attention au Dix-neuvième Congrès national du Parti communiste chinois en octobre dernier, a déclaré Qu, ancien universitaire devenu ambassadeur, lors d'une récente entrevue à l'Ambassade à Bruxelles.

« Dans l'ensemble, ils ont formulé des commentaires positifs sur les nouveaux plans et stratégies formulés par Xi Jinping, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois. »

« Lorsque les médias relatent la détermination de la Chine à ouvrir plus grandes ses portes, ils opposent l'esprit d'ouverture de Xi à la rhétorique du Président américain Donald Trump d'« America First » et d'« anti-mondialisation », poursuit Qu.

Qu mentionne qu'il a pris note de l'attention des médias belges à la manière dont les visions et les programmes ambitieux du parti de devenir un grand pays moderne d'ici le milieu du siècle peuvent être réalisés pas à pas.

En fait, lors de son congrès national une fois tous les cinq ans, le Parti communiste chinois ne fait que décider des visions de développement, des lignes directrices et de

l'orientation du pays. « L'Assemblée populaire nationale, organe législatif chinois, est responsable quant à elle de la mise en œuvre de la feuille de route détaillée en matière de développement de la Chine », continue Qu. Ainsi, selon lui, la prochaine session plénière annuelle du Congrès national du peuple, prévue début mars, mérite également toute notre attention. C'est à cette occasion que seront élus les nouveaux dirigeants de l'État.

Parallèlement, la première session du Treizième Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, le plus haut organe consultatif politique chinois, débutera le 3 mars. Il espère que les médias belges rendront également compte de ces « deux sessions » à venir en s'inscrivant dans une perspective qui permet d'apprécier la façon dont la politique de croissance de qualité de la Chine et l'évolution de ses modèles de développement pourraient affecter l'économie belge et les relations économiques et commerciales bilatérales.

Selon Qu, les hommes politiques belges ont dûment pris connaissance du Dix-neuvième Congrès du Parti. Le conseiller du Premier ministre Charles Michel a appelé Qu, transmettant le message de félicitation de celui-ci pour la réélection de Xi Jinping en tant que Secrétaire général du Comité central du Parti

QU XING



communiste chinois, et son souhait d'apporter un nouvel élan aux relations sino-belges.

Selon Qu, la Chine et la Belgique possèdent des bases solides pour réaliser un tel objectif.

Au niveau politique, le Président Xi a rencontré le Roi Philippe de Bel-

gique à Davos, en Suisse, en janvier 2017, après qu'ils avaient échangé des visites d'État en 2014 et en 2015. Lorsque le Premier ministre Li Ke-qiang s'est rendu en Belgique en juin dernier, Charles Michel s'est entretenu avec lui en présence de

ses quatre vice-premiers ministres. « C'était assez inhabituel et j'en conclus donc que les hommes politiques belges souhaitent s'engager activement avec la Chine afin de développer des relations bilatérales », explique Qu.

Qu précise également que Charles Michel a effectué une visite officielle en Chine en octobre 2016 après la visite du Premier ministre Li en Belgique en 2015.

« Le rythme plus soutenu des échanges politiques de haut niveau entre la Chine et la Belgique au cours de ces dernières années, revêtent une grande importance non seulement dans l'histoire des relations sino-belges, mais également dans les relations bilatérales à l'échelle mondiale », précise-t-il.

Selon Qu, tous ces échanges politiques ont porté leurs fruits.

En effet, après la ligne Shanghai-Bruxelles lancée l'année dernière, c'est au tour du vol direct Shenzhen-Bruxelles d'ouvrir en mars. Dans le même temps, l'armateur COSCO Shipping vient d'annoncer l'acquisition de la concession du terminal en eau profonde du port de Zeebrugge pour 50 ans alors que la ligne de transport ferroviaire de marchandises reliant la Chine et le port a été mise en service en juillet dernier.

Au même moment, la Belgique est

devenue, l'année dernière, membre de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et la Belgique a atteint 23,3 milliards de dollars américains l'année dernière, soit une croissance de 7,8 % par rapport à l'année précédente. « L'année dernière, le rythme de croissance des exportations belges vers la Chine a été plus rapide que celui de ses importations de Chine », précise Qu. « C'est très important pour la Belgique, un pays fortement tributaire du commerce. » Qu souligne d'ailleurs qu'il invite les entreprises belges à participer à la Foire internationale des importations qui se tiendra en novembre prochain à Shanghai, en Chine. « J'espère que les hommes d'affaires belges saisiront cette opportunité pour vendre leurs produits en Chine », poursuit-il.

Il rapporte également que d'avantage de rencontres de haut niveau entre les responsables chinois et belges sont à l'étude, mais que les dispositions pratiques seront abordées après les « deux sessions » à Pékin, lorsque le remaniement du gouvernement sera terminé.

« Je crois fermement que les relations bilatérales entre nos deux pays connaîtront une évolution impressionnante cette année », conclut-il.

### POURQUOI LE DISCOURS DU PRÉSIDENT CHINOIS XI JINPING NOUS CONCERNE AUSSI?

À la mi-octobre dernier j'avais le privilège de mener, avec notre ambassadeur à Pékin Marc Vinck, une délégation de VOKA-Chambre de Commerce de Malines (Anvers) à Chongqing et Shenzhen. Nous terminions à Xi'an et Shanghai pour y préparer une mission Clean-Tech et une exposition des pièces uniques du Musée des Diamants, de la Joaillerie et de l'Or-fèvre (DIVA) que des milliers de Chinois et touristes peuvent admirer au Shanghai Natural History Museum, (grâce à la bonne coopération avec le Shanghai Diamond Exchange), bien avant que le DIVA ouvrira ses portes début Mai à Anvers.

Toutes les participants étaient bien convaincus : c'est bien là où le futur innovant se fasse. C'est bien là où on peut se faire une image du monde pendant et après une disruption assez radicale. Ce n'est pas un hasard que les jeunes les plus talentueux du monde entier veulent – au moins quelques années de leur vie en faire partie et essayer de s'y lancer. Pour tous ceux qui ont des idées, des ambitions, la persévérance et les nerfs d'acier se semblent des villes d'opportunités et de possibilités infinies.

Mi-octobre 2017 était en plus une période historique. Lors de notre séjour en Chine le 19e Congrès national du Parti communiste chinois se déroulait à Pékin. En ma double capacité : gouverneur de la Province d'Anvers et professeur en Droit Public à l'Université d'Anvers, le discours du Président Xi Jinping a immédiatement attiré mon attention et il continue de le faire. Bien sûr les choix politiques stratégiques sont le plus à retenir.

Tout d'abord, la rapidité et la quantité de la croissance doivent céder leur place à la qualité et à la durabilité. Un choix stratégique avec des implications structurelles sur la façon d'organiser et de structurer le système économique, l'éducation et la formation, la R&D,

l'intégration de la technologie comme IoT, l'innovation, l'énergie, l'infrastructure... Maintenant déjà la Chine est aussi bien le champion de la pollution d'air que le champion en énergie renouvelable. Avec l'ambition « to make the skies blue again », la Chine réclame et prend plus que jamais le leadership en termes de durabilité. En deuxième lieu, sur un point qui nous concerne moins à priori, le Président Xi Jinping exprime son ambition résolue de combler l'écart entre les régions arriérées où des gens essaient de survivre, parfois dans une pauvreté amère, et les régions plus développées. On peut bien estimer que cette réalité bien connue et documentée inspire le Président Xi de se concentrer sur plus d'égalité, sans casser le dynamisme; de plaider pour une société modérément prospère et la promotion des valeurs immatérielles : la culture, le développement personnel sont aussi ou même plus importants et appréciés que la richesse matérielle.

Last but not least, le Belt and Road Initiative (BRI), un plan global sans précédent dans l'histoire de l'humanité se concrétise dans le domaine des infrastructures : ports, chemins de fer, pipelines, « smart energy grid »... le rôle dirigeant que la Chine réclame sur la scène géopolitique et stratégique dans des décennies ou des siècles à venir. Que'est-ce qu'un siècle pour un vaste pays avec une tradition riche de plus de 5000 ans ? Le BRI fait référence à un ou des clusters de projets, dans plus de 60 pays déjà, pour lesquels à peu près 1200 milliards de dollars est déjà investis. Plus prometteur est à venir...

Ce qui est également intéressant, c'est l'attention que le Président Xi Jinping consacre, en volume et profondeur, au régime et à l'organisation politique et administrative assez compliquée de la Chine. Il est très clair que le Président cherche des réponses aux aspirations croissantes de la population pour (plus) de démocratie,

de justice et de sécurité et un véritable État de droit. Des exigences et aspirations qui doivent concilier avec « le socialisme aux caractères chinois » et le rôle omniprésent et omniprésent du parti communiste chinois. Dans son œuvre de référence, incontournable pour tous ceux qui veulent mieux comprendre « le système politique chinois », Jean-Pierre Cabestan le caractérise bien comme suivant : « Les trois piliers du régime (le Parti, L'État ou l'administration et l'armée) forment plutôt un corps politique et physique dont le Parti communiste serait à la fois la tête et le cœur, tandis que le gouvernement et les forces armées en constitueraient les deux jambes qui permettent à ceux-ci de se tenir debout et de marcher ».

Cette métaphore semblait aussi saisissante le jour que toutes les réformes que le Président mette en perspective seront vraiment exécutées : 1) la réforme et la modernisation des institutions pour que les gens puissent mieux participer à la prise de décision démocratique; 2) la garantie des droits de l'homme et de l'État de droit dans lequel le pouvoir dans son sens large est non seulement basé mais aussi limité par la loi et le droit; 3) l'introduction d'un système de « multilevel governance » et 4) le développement régional par collaboration interrégionale à l'intérieur et à travers les frontières chinoises. Pour que le Parti communiste puisse continuer à jouer son rôle omniprésent, le Président Xi a mis en vigueur avec détermination une politique de « tolérance zéro » contre la corruption. Et, plus que jamais, le Parti est supposé d'intégrer beaucoup mieux les différentes opinions, visions, et ambitions qui vivent dans la société par des structures pyramidales de consultations.

Surtout à cause du rôle omniprésent et omnidétirnant du Parti, le régime reste assez éloigné de l'État de droit garanti par le Traité Européen de Droit de l'Homme et les constitutions occidentales avec les-

quelles nous sommes familiers. Le Président l'avoue d'ailleurs : les systèmes politiques ne peuvent jamais être identiques, ni jugés isolément de leur contexte sociopolitique, leur genèse et leurs traditions culturelles. Néanmoins il se montre bien ouvert à adapter et intégrer les acquis d'autres civilisations pour améliorer le système socialiste chinois.

Certes, un discours reste un discours, pas rarement un échantillon de pure propagande. Le fossé entre ce qui est, ce qui sera fait ou ce qui arrive est très souvent immense. Surtout, en Chine selon les sceptiques. On ne peut pas être trop naïf. L'idéal collectif et collectivité cultivé par le Parti continue à avoir un impact énorme sur l'interprétation et l'application des « droits et devoirs » et le respect à la vie privée. Mais, parfois les paroles sont presque aussi importantes que des faits. Le discours n'est pas sans engagements. Ceux qui veulent et qui ont un intérêt peuvent en faire appel. Les entrepreneurs seront surtout et particulièrement intéressés par l'engagement de protéger les intérêts et droits légitimes et la propriété intellectuelle des investisseurs étrangers. L'égalité de traitement en vertu de la loi sera garanti. Il est à espérer qu'il ne reste pas de beaux mots.

Le temps nous dira si le Président Xi Jinping et la Chine rempliront toutes leurs ambitions. Ce n'est pas seulement important pour la Chine mais aussi pour le monde entier. Continuant à bâtir sur le travail et les coopérations que nos prédécesseurs ont effectué et établies avec la Chine, il reste fascinant et même capital de suivre tous les développements de près et d'en faire partie sans jamais perdre de vue nos intérêts et nos principes.

Prof. Dr. Cathy Bex  
Gouverneur de la Province D'Anvers.